

Urgence pour les services publics !

Le gouvernement Barnier propose un budget d'austérité sans précédent. Il annonce 40 milliards d'euros de baisse des dépenses publiques. Les populations les plus précaires seront les plus exposées aux conséquences de cette politique. Les plus riches seront épargnés. Les inégalités sociales montent en flèche et le monde du travail se paupérise.

Face à ce constat et consciente de l'enjeu social majeur du budget 2025, la FSU a lancé une campagne d'information en direction des agent-es et des usagers du service public « Défendre un budget qui s'appuie sur de nouvelles recettes ». Des solutions alternatives existent et notre fédération en propose !

Le service public traverse une très grave crise, marquée par le manque de professeur-es, d'infirmières, de psychologues, de personnels administratifs, de personnels de ménage, de personnels de la petite enfance et du périscolaire. La crise d'attractivité de tous ces métiers touche notre département, du fait des conditions de travail difficiles, des salaires trop bas et parfois de leur perte de sens.

Dans l'éducation, malgré le rejet massif des réformes « Choc des savoirs », et avec l'attaque de la voie professionnelle, la nouvelle ministre s'entête à poursuivre les réformes de l'ancien gouvernement tout en imposant une baisse de 2% du budget de l'Education nationale. La grève du 1er octobre a été une première étape dans le mouvement syndical de grande ampleur que nous souhaitons construire. Nous agissons pour amplifier les résistances dans l'unité la plus large.

Fédération qui syndicalise beaucoup de femmes, la FSU s'engage avec détermination dans les luttes féministes. 100 femmes ont été tuées en raison de leur genre depuis le début de l'année 2024 selon les associations et en 2023, 94 000 victimes de violence sexuelles et physiques ont été enregistrées par le Ministère de l'Intérieur. Nous invitons les collègues, femmes et hommes, à se rendre très nombreux et nombreuses à la manifestation du 23 novembre pour porter les droits des femmes. Des politiques ambitieuses et volontaristes doivent être mises en place afin de lutter contre toutes les formes de (VSS) Violences sexistes et sexuelles.

Enfin, nous continuerons à poursuivre notre engagement pour la paix et l'application du droit international partout dans le monde. Au Proche Orient, la guerre risque désormais d'embraser toute la région ne créant que malheurs et famine et rendant impossible l'éducation des enfants.

Engageons-nous auprès de la FSU et de ses syndicats pour imposer d'autres choix !

Emmanuelle Jollet et Thomas Baniol



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

BULLETIN DE LA FSU 75 NOV 24



Sommaire

PAGE 1 ÉDITO

PAGE 2 VOIE PRO

PAGE 3 RENTRÉE UNIVERSITAIRE

PAGE 4 HÉRITAGE DES JO

PAGE 5 ÉCOLE INCLUSIVE

PAGE 6 UNITÉ & ACTION

PAGE 7 ÉCOLE ÉMANCIPÉE

PAGE 8 COMMENT VOTER

**CONGRÈS DÉPARTEMENTAL DE LA FSU 75
Lycée Carnot (PARIS XVIIe)
Jeudi 9 et vendredi 10 janvier 2025**



RÉFORME DE LA TERMINALE BAC PRO : L'INTENDANCE SUIVRA ?

Depuis de nombreuses années, les ministres se succèdent mais l'antienne ne change pas : il faut absolument « réformer » l'enseignement professionnel public. Les recettes indigestes ne varient guère : réduction du nombre d'heures de cours pour les élèves, promotion de l'apprentissage subventionné au nom d'une meilleure « insertion dans le marché du travail » alors même que tous les chiffres démontrent le contraire, etc.

La toute dernière réforme de l'année de Terminale Bac Pro n'échappe pas à cette règle puisqu'elle prive les élèves de six semaines de cours pour boucler le programme avant le passage des épreuves de baccalauréat qui sont censées démarrer, pour la plupart d'entre elles, à la mi-mai, c'est-à-dire à rebours de ce qui vient d'être décidé pour le baccalauréat général et technologique. Résultat : les élèves auront plusieurs semaines de cours en moins avec un programme qui reste inchangé par rapport à l'année précédente !! Mais les choses ne s'arrêtent pas là : une fois passé l'essentiel de leurs épreuves, un parcours différencié de six semaines sera proposé. Ceux qui se destinent à intégrer le marché du travail une fois leur diplôme en poche partiraient en stage en entreprise (ils toucheront alors 100€ par semaine). Ce stage ne sera nullement certificatif et n'a pas vocation à être suivi par les enseignant.e.s. Ceux qui optent pour une poursuite d'études (en BTS le plus souvent) seront invités à revenir en cours ou décider... d'effectuer ce fameux stage. Ces six semaines passées, les élèves passeront alors leurs dernières épreuves de baccalauréat.

Chacun comprend que ce sera une désorganisation totale avec de probables refontes d'emplois du temps en mai, des regroupements d'élèves issus de classes voire de filières différentes. Ils ont raison les plus de 150 PLP de l'académie d'Aix-Marseille qui, dans une pétition à l'initiative du SNUEP-FSU, écrivent :

« Depuis la rentrée 2024, en effet, les équipes éducatives et les directions d'établissements sont livrées à elles-mêmes pour mettre en œuvre des procédures incertaines. Nul ne sait précisément comment seront organisées les six semaines du "parcours différencié", quel sera le contenu des enseignements "renforcés", quelles missions devront accomplir les enseignants et dans quelles conditions statutaires. Le stage de 6 semaines n'étant pas une période de formation en milieu professionnel (PFMP) qualifiante, les professeurs seront réduits à un contrôle très incertain de l'assiduité des jeunes. Les mesures d'économies budgétaires annoncées par le gouvernement laissent craindre la suppression de la (faible) rétribution du stage. »

Interpelé par le SNUEP-FSU Paris sur cette question à l'occasion du dernier Comité Social Académique, le DASEN se contentera de renvoyer au B.O. de mars 2024 (délibérément vague) et d'ajouter : « Il nous (comprendre les PLP - NDR) faut construire ces six semaines. (...) Il faut engager le travail sur ce que veulent les élèves : BTS, apprentissage, etc. Cela déterminera ces six semaines ». Dit en d'autres termes, c'est une quasi-autonomie pour chaque établissement. Charge aux équipes pédagogiques de bricoler quelque chose. Comme disait l'autre : l'intendance suivra...

Dans ce contexte, on ne peut que saluer l'initiative nationale des organisations syndicales SNUEP-FSU, SNEP-FSU, SNES-FSU, CGT Educ'action, SE-UNSA, SUD Éducation, SNALC et CNT-FTE demandant à être reçus par le ministère en rappelant « l'urgence à suspendre la mise en œuvre du parcours différencié en terminale bac pro, impréparé, source de fortes inquiétudes et à l'opposé des besoins des élèves ».



UNE RENTRÉE UNIVERSITAIRE SANS MINISTRE ET SANS MOYENS

Cette rentrée se situe dans la lignée des précédentes, sous le triple signe de la dérégulation, d'un manque de moyens et d'un mépris croissant pour la collégialité et la démocratie universitaire.

Les universités et les organismes nationaux de recherche sont « à l'os » après les 2 derniers exercices où il leur a été enjoint de ponctionner leur fonds de roulement pour financer les mesures Guérini, l'augmentation des fluides, etc. Presque la moitié des universités étaient en déficit en 2023. Mais la lettre plafond envoyée au MESR prévoit pour 2025 une baisse de 500 M€ de son budget qui serait ainsi réduit à 31,3 Md€. Les réductions budgétaires de certains établissements ayant des conséquences directes sur les capacités d'accueil risquent fort de faire tâche d'huile et de réduire l'accès des étudiants à une formation supérieure publique de leur choix. La recherche pâtit également du manque de moyens et de la généralisation des appels à projets pour son financement tandis que le Crédit Impôt Recherche dont l'efficacité est très contestée prélève plus de 7 Md€ aux finances publiques. L'emploi contractuel et vacataire poursuit sa hausse. Le développement d'expérimentations touchant les personnels dans certains établissements se fait dans une grande opacité, parfois sans information des élus au CSA.

Le SNESUP-FSU continuera sa lutte contre la précarisation de l'emploi, pour défendre les droits et les statuts des agents et obtenir des conditions de fonctionnement du service public d'ESR satisfaisant l'intérêt général.



DES RECETTES POUR LES SERVICES PUBLICS

FICHE RECETTE #1

RÉTABLIR L'ISF



FACILE



3 MOIS (le temps du vote du budget)

COMMENT FAIRE ?

Rétablir l'impôt de solidarité sur la fortune, avec un taux plus progressif et une assiette élargie

COMBIEN ÇA RAPPORTE ?

10 Mds d'€*

* estimation ATTAC

DES RECETTES POUR LES SERVICES PUBLICS

FICHE RECETTE #2



SUPPRIMER CERTAINES NICHES FISCALES



FACILE



3 MOIS (le temps du vote du budget)

COMMENT FAIRE ?

Supprimer le crédit d'impôt en faveur de la recherche (CIR) qui permet aux grandes entreprises d'alléger leur fiscalité

COMBIEN ÇA RAPPORTE ?

7 Mds d'€*

* source : commission des finances du Sénat

JOP UN HÉRITAGE BIEN MAIGRE

Alors que les annonces présidentielles prônant une nation sportive avant et pendant les JOP laissaient présager un héritage conséquent en terme de politique sportive, en terme d'infrastructure, force est de constater qu'il n'en est rien. L'Éducation Physique et Sportive ne bénéficie pas des retombées des JOP. A Paris, aucune nouvelle structure sportive n'est accessible au cours d'EPS et d'association sportive (AS). Nous ne nous satisfaisons pas des quelques rénovations d'installations sportives qui ont été réalisées. Des enseignants d'EPS et leurs élèves continuent de travailler dans des gymnases et sur des terrains de sport vétustes. Des gymnases et des installations sportives en quantité bien insuffisantes pour une EPS de qualité. Le SNEP-FSU continue de demander des installations sportives rénovées, respectant les normes écologiques et en nombre suffisant pour la pratique de toutes et tous.



L'UNSS

La plus importante et la plus accessible fédération sportive de France est en danger. En effet, le service public du sport scolaire est mis à mal par les choix de sa direction nationale et de son président Olivier Girault nommé par JM. Blanquer. Son déficit sur l'année 2022/2023 s'élevait à 12,3 Millions d'euros. Ce déficit est directement lié aux choix de la direction : augmentation des salaires des dirigeants, frais de fonctionnement exorbitants, appel à des cabinets conseil. Et ce sont les licenciés, nos élèves, qui pâtissent de ces choix. En effet, cette année, malgré l'opposition des élus des AS et du SNEP-FSU, la direction nationale a décidé d'augmenter le prix des licences. Dans le même temps, la direction nationale diminue l'offre d'activité (de 133 à 88 activités proposées) et se désengage de l'organisation de nombreux championnats de France. C'est donc à un affaiblissement du service public du sport scolaire que nous assistons, qui nous inquiète sérieusement et contre lequel le SNEP-FSU milite activement. Les récentes révélations du journal l'Équipe du 15 octobre 2024 sur l'organisation des Gymnasiades et de leurs dessous financiers accentuent notre défiance et notre colère vis à vis de la direction nationale de l'UNSS.



SAMEDI 16 NOVEMBRE

Annexe Varlin de la Bourse du travail de Paris
salle Germaine et Eugène Henaff, 85 rue Charlot, 75 003 Paris
Journée ouverte au public

Matin

On veut du fret ferroviaire ! Retour sur la convergence entre associations écologistes et syndicats du rail.

Après-midi

Transports du quotidien : quelles réponses écologiques et sociales ?
Nos résistances, nos espoirs, nos alternatives : le rôle des mouvements écologistes et syndicaux pour tout reconstruire.

L'INCLUSION DANS L'ACADÉMIE DE PARIS

D'après notre ministère et notre académie, l'inclusion de tous les élèves est censée être une priorité. Ce terme réunit l'accompagnement des élèves à besoins éducatifs particuliers et/ou en situation de handicap. Un service entier, le service de l'Ecole inclusive (SEI), y est dédié au rectorat de Paris. Il gère à la fois les formations pour les personnels et le recrutement ainsi que l'accompagnement des AESH.

La FSU partage bien évidemment cette priorité, mais pour nous, les moyens et l'organisation adéquate ne sont pas au rendez-vous, et ce sont les élèves et les personnels qui en font les frais.

A Paris, le nombre d'élèves en situation de handicap augmente chaque année, donc les besoins en structures adaptées et en AESH augmentent également. Quelques postes d'AESH ont été créés en ce début d'année ainsi que des unités d'élèves autistes dans des maternelles, élémentaires et collèges, mais cela reste très en dessous des besoins.



DES RECETTES POUR LES SERVICES PUBLICS

FICHE RECETTE #3

MAINTENIR LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES



 FACILE  3 MOIS (le temps du vote du budget)

COMMENT FAIRE ?

Rétablir le taux initial de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), impôt local dû par les entreprises

COMBIEN ÇA RAPPORTE ?

9,3 Mds d'€*

* source : entreprises.gouv.fr

DES RECETTES POUR LES SERVICES PUBLICS

FICHE RECETTE #4

TAXER LES SUPERPROFITS



 FACILE  3 MOIS (le temps du vote du budget)

COMMENT FAIRE ?

Taxer les profits exceptionnels des entreprises qui ont bénéficié de l'inflation

COMBIEN ÇA RAPPORTE ?

20 Mds d'€*

*Alliance écologique et sociale

TEXTE D'ORIENTATION

À L'INITIATIVE D'UNITE ET ACTION

SALAIRES, PENSIONS, MÉTIERS, SERVICES PUBLICS ! JUSTICE SOCIALE, ENVIRONNEMENTALE ET LIBERTÉS !

Unité Action est la tendance majoritaire de la FSU 75. Ses militant.es font vivre au quotidien sur les lieux de travail un syndicalisme utile et exigeant, capable de résister et de négocier, de mener les combats et d'acter des avancées, soucieux de rassembler largement sans jamais en rabattre sur son ambition de transformation sociale, écologique et féministe.

Alors que le néo-libéralisme attaque frontalement l'État social, l'extrême droite menace de prendre le pouvoir, apportant au désespoir social ses réponses fallacieuses et racistes. En juin 2024, la FSU a pris ses responsabilités, en s'engageant fortement pour empêcher l'extrême droite d'accéder au pouvoir et pour porter des alternatives de justice sociale. Elle doit continuer, en toute indépendance et sans confondre les rôles de chacun, à peser pour que ses revendications - pouvoir d'achat, retraites, protection sociale, défense des services publics - trouvent un débouché politique. Face à la crise démocratique, provoquée par la dérive autoritaire du libéralisme, la FSU 75 contribue aux dynamiques unitaires en participant à de nombreux collectifs et initiatives intersyndicales parisiennes. Elle travaille avec le monde associatif, le mouvement associatif féministe, antiraciste, et écologiste.

Le contexte politique est instable. La nomination de Michel Barnier amène de nouvelles offensives contre la Sécurité Sociale, le statut de la fonction publique, et les services publics, à commencer par l'école. Les mobilisations conduites par la FSU ont permis d'atténuer l'impact du « Choc des savoirs » et sa logique de tri social. L'enjeu est désormais de réorienter les politiques éducatives pour toute la jeunesse, visant l'accès du plus grand nombre à l'enseignement supérieur public et aux qualifications.

Cela exige de mettre fin à la crise des recrutements. La faiblesse des salaires de toutes les catégories de personnels en est une cause majeure. La FSU doit continuer de mettre l'exigence de la hausse des salaires au premier plan.

Dans notre département, la FSU doit continuer à porter ses propositions, notamment pour la jeunesse des quartiers populaires, et à jouer pleinement son rôle dans la défense des agent.es et des services publics, de la collecte des déchets, au développement des crèches municipales et aux écoles, du social à la PJJ, de l'entretien des établissements à la rénovation/construction d'équipements publics, scolaires, sportifs...

Il n'y a pas de fatalité. S'il n'a pas été gagné, le combat unitaire contre la réforme des retraites a rassemblé la majorité de la population et imposé la question sociale sur le devant de la scène politique. Il a également réaffirmé la confiance dans l'unité des organisations syndicales.

Voter et faire voter Unité et Action c'est faire le choix d'une FSU qui s'appuie sur l'expression des adhérents ; une FSU active, unitaire et forte dans son champ de responsabilités, soucieuse de contribuer au renouveau du syndicalisme.

ALLAIN Lionel FSU-SNUIPP
AMICO BOURGEOIS Lorédana SNES-FSU
ANANOU Thierry SNES-FSU
ANGOT Michel SNUTER-FSU
AUBRY Philippe SNESUP-FSU
BANIOL Thomas SNES-FSU
BENECH Coralie SNEP-FSU
BEUCHOT Philippe SNUPDEN-FSU
BLANCHETEAU Gérard SNUEP-FSU
BONNEAU Béatrice SNASUB-FSU
BONTOUX Serge FSU-SNUIPP
BOUBET Éric SNUP CDC-FSU
BOUVIER Sylvie SNES-FSU
BUSSEUIL Pierrick FSU-SNUIPP
CALLAC Pascal SNES-FSU
CAMBOULIVES Anne SNES-FSU
CASSAND Virginie SNES-FSU
CASSIAUX Daniel SNES-FSU
CHANTOISEAU Chantal SNICS-FSU
CLAIR Jean-François SNES-FSU
CORBIN-OCCELLI Sidoine SNESUP-FSU
COROND Christophe SNUTER-FSU
COURT Nelly SNES-FSU
COUTURIER Antoine SNEP-FSU
DAGEVILLE Bénédicte FSU-SNUIPP
DALMAS Robert SNEP-FSU
DAUNE Monique SNES-FSU
DEHEZ Nathalie SNES-FSU
DUCHEMIN Patrick SNES-FSU
EL KHIARI Hamda SNES-FSU
FAIVRE Laetitia SNES-FSU
FERNANDEZ Virginie SNEP-FSU
GERARDIN Sigrid SNUEP-FSU
GRIERE Fabienne SNEP-FSU
HINGANT Martine SNEP-FSU
JACQUIN Robert SNES-FSU
JOLLET Emmanuelle FSU-SNUIPP
KERREST BELLO Sandra SNES-FSU
LAIGNEL Ludovic SNASUB-FSU
LE GALL Maude SNCS-FSU
MARAND Xavier SNES-FSU
NADER Guillaume SNASUB-FSU
NOTARIO Joan SNEP-FSU
PITET Anne SUPMAE-FSU
SARRASIN Aurélie SNES-FSU
SERGENT Nicole SNES-FSU
SIPAHIMALANI Valérie SNES-FSU
VALCKE Ketty SNES-FSU
VARETTE Mathilde SNICS-FSU
VITORGE Nicole SNES-FSU
WALLET Nicolas FSU-SNUIPP

TEXTE D'ORIENTATION

À L'INITIATIVE DE L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE ET DE SYNDIQUÉ-ES HORS TENDANCE

*

FACE AU RN, DRESSONS UN FRONT POPULAIRE DES LUTTES POUR GAGNER DES CONQUÊTES SOCIALES !

Le vote d'orientation dans la FSU se déroule dans un contexte international particulièrement instable. La guerre en Ukraine se poursuit. À Gaza, suite aux attaques (terroristes) meurtrières du 7 octobre 2023, la guerre menée par l'État d'Israël contre les Palestinien-nes et maintenant contre le Liban menace de se traduire par un génocide et un embrasement régional. Des dizaines de milliers de personnes meurent en raison des politiques migratoires en particulier celles de « l'Europe forteresse ».

Partout dans le monde le capitalisme aggrave les inégalités. Les 1 % des plus riches possèdent 50 % des richesses. Le productivisme cause des dégâts écologiques bientôt irréversibles, nous n'avons jamais émis autant de CO2 du fait de la combustion des énergies fossiles. Enfin, nous atteignons les limites écologiques de notre planète et la dynamique d'extinction de la biodiversité doit être stoppée au plus vite.

Partout dans le monde, le néolibéralisme prend un tour autoritaire pour museler toute contestation sociale. Partout, ces politiques s'accompagnent de discours et lois racistes et favorisent la montée de l'extrême droite.

En France, Emmanuel Macron en porte une grande part de responsabilité. La dissolution de l'Assemblée a plongé le pays dans une crise démocratique profonde et une instabilité politique durable. Le choix de former un gouvernement d'alliance de la macronie et des droites, sous contrôle de l'extrême droite, prépare un budget d'austérité, des nouvelles attaques sociales accompagnées de politiques racistes et sécuritaires.

Dans ce contexte, le mouvement syndical doit prendre toute sa place pour défendre un programme de rupture avec le néolibéralisme et préparer les mobilisations pouvant l'imposer.

La montée de l'extrême droite favorisée par les politiques de Macron

Depuis la loi « travail », les attaques contre les droits sociaux, contre les services publics se sont multipliées. En passant en force un certain nombre de réformes impopulaires et injustes comme celle sur les retraites ou le « choc des savoirs », en manifestant un profond mépris face aux aspirations populaires, en réprimant féroce les mouvements sociaux, en votant la loi « immigration » inspirée du programme du RN, le libéralisme autoritaire a nourri la bête immonde. L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, avec son programme antisocial, antiféministe, écocide, raciste et porteur de fractures dans la société, constitue un terrible danger.

Impulser des mobilisations

La FSU doit agir pour créer les conditions d'une mobilisation capable d'imposer des mesures sociales et écologiques de rupture. La mobilisation extrêmement massive contre la réforme des retraites, conduite par une intersyndicale unie comme rarement, même si elle n'a pas réussi à faire plier le pouvoir, a montré la force du salariat et le syndicalisme est apparu comme le vainqueur moral de ce long conflit.

Le Nouveau Front Populaire à gauche a soulevé un espoir pour notre camp social. Son programme reprend nombre de revendications portées par le syndicalisme : retour à la retraite à 60 ans, augmentation des salaires, défense des services publics, en premier lieu la santé et l'éducation, défense des droits et des libertés. À nous de nous appuyer sur cet espoir pour créer un rapport de force favorable à notre horizon de transformation sociale. Il y a urgence à lier combats syndicaux et antiracistes, le racisme étant une composante essentielle, sans être la seule motivation, du vote et de l'identification à l'extrême droite.

Pour un syndicalisme offensif et unitaire

Le congrès fédéral de Rennes devra permettre de poursuivre et amplifier l'ambition de transformation sociale de la FSU, ses pratiques démocratiques et son projet de refondation syndicale avec la CGT et Solidaires, par le rapprochement de toutes les équipes syndicales combattives.

Voter pour l'École Émancipée c'est contribuer à renforcer cette dynamique à même de contrer l'offensive libérale autoritaire, tout en faisant obstacle à la progression de l'extrême droite et aux politiques racistes, nationalistes et colonialistes qui l'alimentent, et à tracer un chemin de rupture pour un autre projet de société, anticapitaliste, social, féministe, antiraciste et écologiste.

BEKHTARI Grégory SNESup-FSU
BORDY Sophie SNES-FSU
BOURLET DE LA VALLÉE Audrey FSU-SNUipp
BROM KUTAS Elisabeth FSU-SNUipp
CAMOREYT Sabrina SNES-FSU
CASSAN Patrick SNUTER-FSU
CAVATERRA Eric SNUEP-FSU
CERF BRIGITTE FSU-SNUIPP
COMAS Montserrat SNES-FSU
CYROULNIK Alain SNPES-PJJ-FSU
DE COCK Laurence SNES-FSU
FAUVERTE Nicolas SNES-FSU
GUILLEMAIN Marine FSU-SNUipp
INGUAGGIATO Santo FSU-SNUipp
JALLERAT Thierry FSU-SNUipp
LAFERRIERE Marie FSU-SNUipp
LAROUSSINIE François SNESup-FSU
LAYANI Fanny SNES-FSU
GAY Vincent SNESup-FSU
MALAISÉ Arnaud FSU-SNUipp
MALIFAUD Jean SNESup-FSU
MARX Raphaëlle SNES-FSU
PARES Denis FSU-SNUipp
PETIT Christine FSU-SNUipp
SILHOUETTE Cécile FSU-SNUipp
VERDON Nicolas SNES-FSU
WATTEAU Eric SNES-FSU

ENSEMBLE, PRÉPARONS LE CONGRÈS NATIONAL DE LA FSU

Notre fédération tient son 11ème congrès national. Il se déroulera du 3 au 7 février 2025 à Rennes. Sa préparation s'engage dès la rentrée des congés d'automne par le choix des orientations pour les années à venir et un vote sur le rapport national d'activité.

Dans tous nos établissements et services, les syndiqué-es sont invité-es à organiser la discussion et à apporter leur contribution pour engager la préparation du congrès départemental, préparatoire au congrès national.

UN DÉBAT AUTOUR DE 4 THÈMES

- Éducation, formation, recherche et culture : le service public, ses personnels et leurs métiers pour l'émancipation de toutes et tous
 - Pour le service public, la fonction publique et le statut !
 - Rupture écologique, droits humains et justice sociale : une urgence démocratique
 - Pour une FSU combative, unitaire et engagée au quotidien
- "POUR" va publier prochainement les textes préparatoires.

LE VOTE DES ADHÉRENTS

Dès le 7 novembre, la préparation du congrès s'ouvre par l'expression de tous les adhérent-es de la FSU.

le vote fédéral national

Le supplément à "POUR" n°259 que vous avez reçu courant octobre contient tous les éléments sur lesquels les adhérent-es de la fédération vont se prononcer par un vote individuel à bulletin secret : le rapport D'activité qui fait le bilan des deux dernières années et les textes et listes d'orientation. Le vote d'orientation fédéral national déterminera la composition des instances de la fédération.

le vote fédéral départemental

A cette occasion, notre section départementale FSU-Paris renouvelle son Comité Délibératif Fédéral Départemental (CDFD) par un vote départemental d'orientation. Ce bulletin contient donc les listes et déclaration d'orientation. Vous trouverez ci-après les modalités de vote.

MODALITÉS DE VOTE

du 7 au 28 novembre, votons pour la F.S.U.

Vous êtes adhérent-e des syndicats suivants :

- SNAC, SNASUB, SNCS, SNE, SNEPAP, SNESUP, SNETAP, SNICS, SNPES PJJ, SNUAS-FP, SNUEP, SNUITAM, SNUP CDC, SNUPDEN, FSU TEIOS, SNUTER, SUPMAE, SUI

Le vote fédéral national est organisé par votre syndicat national qui vous fait connaître les modalités et vous fait parvenir la matériel de vote.

Le vote fédéral départemental est pris en charge par la section départementale. Vous avez à émettre un vote pour l'élection du CDFD de la FSU Paris en choisissant l'une des deux orientations (deux listes en présence). Vous utilisez le matériel de vote contenu dans cet envoi (1) et vous faites parvenir votre vote par voie postale au plus tard le jeudi 28 novembre.

- SNES, SNEP, FSU-SNUIPP

Les votes sont organisés par la section académique de votre syndicat qui vous fait connaître les modalités de vote.

(1) Matériel de vote : un bulletin de vote ; enveloppe bulle et enveloppe T ou Libre réponse